

Echanges entre le Premier ministre et les intercommunalités de France : les représentants de l'AdCF exposent leurs attentes et priorités

Sébastien Martin, président de l'AdCF, accompagné de **Sébastien Miossec** et **Virginie Carolo**, respectivement président délégué et première vice-présidente de l'association, ont rencontré le Premier ministre lundi 21 décembre pour évoquer la mise en place du plan France relance dans les territoires, la situation des finances locales et les orientations du futur projet de loi "4D" (décentralisation, déconcentration, différenciation et décomplexification).

Tout en saluant les orientations fixées par le Premier ministre pour préparer les futurs contrats de relance et de transition écologique (CRTE) avec les intercommunalités de France, les représentants de l'AdCF ont fait état de ses premières remontées de terrain et de la demande de souplesse exprimée par les élus locaux au sujet des calendriers prévus pour fixer les périmètres de contractualisation puis procéder à la signature des contrats proprement dits (prévue à l'été 2021).

Sébastien Martin a rappelé **l'importance qu'accorde l'AdCF aux projets de territoires portés par les intercommunalités** et qui doivent donner une dimension pluriannuelle mais aussi transversale à la nouvelle contractualisation territoriale.

« *Il faut partir des réalités de terrain, dans une démarche ascendante, et cesser de mettre en concurrence les territoires par des appels à projets pléthoriques et conçus en silos* » a expliqué Sébastien Martin.

L'AdCF souhaite que l'engagement rapide du **plan de relance** ne se traduise pas par une excessive précipitation ou une qualité dégradée des projets. **Des propositions ont été faites au Premier ministre pour continuer d'améliorer les cadres et méthodes de travail entre l'Etat et les collectivités.**

Les représentants des intercommunalités de France ont exprimé **leur engagement pour une reprise forte de la commande publique en 2021**, après une très mauvaise année 2020.

Ils ont évoqué à ce sujet le **besoin de visibilité budgétaire** qu'expriment les exécutifs locaux.

À ce titre, Sébastien Miossec a fait part au Premier ministre de **la satisfaction de l'AdCF d'avoir été entendue au sujet du maintien de la « clause de sauvegarde des finances locales » en 2021** ; disposition votée par le Parlement le 15 décembre.

A été également rappelée **la demande spécifique de compensation exprimée, pour l'année écoulée, par les autorités organisatrices des mobilités (AOM).** Un courrier co-signé par plusieurs dizaines de président(e)s d'intercommunalités sera remis prochainement à Jean Castex à ce sujet, attirant son attention sur **la nécessaire équité de traitement entre les différentes AOM et entre l'Île-de-France et les autres régions.**

Au sujet du **projet de loi "4D"**, Virginie Carolo a fait état au Premier ministre des **principales attentes de l'association à la veille de ce chantier :**

- **Une stabilité des périmètres institutionnels et des grands blocs de compétences** entre niveaux de collectivités,
- **Un renforcement des pouvoirs réglementaires des collectivités dans leurs domaines** respectifs de compétences,
- **Une amélioration des cadres de travail entre l'Etat et les collectivités** tant au niveau national que dans les régions et départements
- **Une plus forte territorialisation des politiques publiques pour les adapter à la réalité des bassins de vie**, notamment en matière d'habitat, d'environnement et d'urbanisme.

Accéder à :

- **Projet de loi "4D" : [synthèse des attentes et des pistes de travail de l'AdCF](#)**
- **Versement mobilités : [Pour un traitement équitable et cohérent des pertes de versement mobilités](#)**
- **France Relance : [Propositions et souhaits de l'AdCF pour les conditions d'une mise en oeuvre rapide et efficace dans les territoires](#)**
- **Projets de territoire, documents supports des futurs contrats de relance et de transition écologique (CRTE) : [Etude AdCF, décembre 2020](#)**
- **Accompagner les entreprises de son territoire : [Synthèse AdCF des mesures de France Relance](#)**

Créée en 1989 pour promouvoir la coopération intercommunale en France, l'AdCF représente les communautés et métropoles auprès des pouvoirs publics nationaux et les accompagne par la mise à disposition de l'expertise de son équipe technique.

L'association fédère aujourd'hui près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories juridiques : 19 métropoles, 202 communautés d'agglomération et urbaines, 10 établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, 730 communautés de communes.

Contacts presse :

Sandrine Guirado - s.guirado@adcf.asso.fr ; *Yoann Jacquet* -
yjacquet@adcf.asso.fr
06 86 79 42 92

Assemblée des communautés de
France
22/28, rue Joubert
75009 PARIS
01 55 04 89 00
www.adcf.org



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur les listes de diffusion de
l'AdCF

[Si vous ne souhaitez plus recevoir d'information de l'AdCF, cliquez ici:
Se désinscrire](#)